



## Paix, stabilité et intégration européenne

*La sécurité, la stabilité et des institutions démocratiques qui fonctionnent comptent parmi les principaux défis auxquels sont confrontés les pays des Balkans occidentaux. A travers la DDC, la Suisse y soutient des programmes dans les domaines de l'Etat de droit et du développement économique.*

Depuis le début des années 1990, la Suisse soutient la transition des anciens pays socialistes. Alors que celle-ci a largement eu lieu dans les pays d'Europe centrale et les pays baltes, les conditions nécessaires à cet effet n'ont pas évolué favorablement dans la région multiethnique des Balkans occidentaux. Les guerres qui ont éclaté durant les années 1990 à la suite de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie ont non seulement causé des souffrances humaines incommensurables et condamné à l'exil des centaines de milliers de personnes, elles ont aussi ramené en arrière de plusieurs décennies le développement économique des pays des Balkans occidentaux. L'effondrement économique de l'Albanie en 1997 n'a pas aidé non plus à une véritable transition.

C'est pourquoi la DDC est engagée dans cinq pays des Balkans occidentaux: la Serbie, la Bosnie et Herzégovine, la Macédoine, l'Albanie et le Kosovo.

### De la reconstruction au développement

Au début de la coopération, les activités de la DDC étaient focalisées sur l'aide humanitaire d'urgence et les mesures de reconstruction. Cette phase achevée, la coopération suisse avec les pays de l'Est s'est concentrée sur le renforcement des institutions démocratiques, l'extension des services publics et le développement économique dans les Balkans occidentaux. Cette région a encore besoin d'être soutenue, notamment dans la mise en place de politiques protégeant les minorités ethniques et donnant à la société civile la possibilité de s'exprimer de manière appropriée sur le développement des services publics. Grâce à sa longue expérience du fédéralisme, des consultations démocratiques et de la protection des minorités, la Suisse est un partenaire apprécié dans ces questions.

Malgré les progrès considérables accomplis dans la transition vers une économie de marché, il reste beaucoup à faire dans la région. La qualité de vie des habitants des différents pays partenaires s'est certes améliorée depuis les années 1990, mais le produit intérieur brut des Balkans occidentaux atteint à peine 25 % de la moyenne européenne (UE). La bureaucratie, la corruption et la criminalité freinent à différents titres le développement économique.

Les infrastructures de la région – réseaux de distribution d'eau potable, installations de traitement des dé-



Paysage dans les environs de Kneževò (BiH).

chets et des eaux usées, etc. – doivent elles aussi encore être améliorées. La formation et la santé ne sont pas encore accessibles à tous et ne correspondent pas non plus aux standards de qualité européens.

Le principal moteur capable d'accélérer les réformes politiques, sociales et économiques, condition préalable à l'amélioration de la qualité de vie des populations défavorisées, est la possible intégration



La DDC est engagée dans cinq pays des Balkans occidentaux: Bosnie et Herzégovine, Serbie, Kosovo, Macédoine et Albanie. Son budget 2010 s'y élève à 49,5 millions de francs.

Produit intérieur brut 2007 par habitant (chiffres du FMI): Kosovo 2532 USD, Albanie 3446 USD, BiH 3809 USD, Macédoine 3874 USD, Serbie 5477 USD. En Suisse, le PIB 2007 par habitant s'élevait à 59'475 USD.

## Domaines clés de la DDC dans les Balkans occidentaux

### Etat de droit et démocratie

- Promotion de la décentralisation et de la gouvernance locale
- Soutien aux réformes institutionnelles, avec participation de la société civile
- Mise sur pied de systèmes performants et efficaces en matière de services et d'institutions publics
- Renforcement des droits humains et de la protection des minorités et des groupes défavorisés
- Promotion des réformes dans le domaine de la sécurité
- Soutien dans la lutte transnationale contre le crime organisé

### Développement économique et emploi

- Soutien à l'emploi et à la création de revenus dans les zones rurales et périphériques
- Renforcement de la formation professionnelle et intégration des jeunes au marché du travail
- Amélioration des chances des petites entreprises sur le marché

Dans le budget 2010 de la DDC, 18,6 millions de francs sont prévus pour le domaine «Etat de droit et démocratie» et 10 millions pour le «Développement économique». Selon la situation effective des pays concernés, un soutien supplémentaire sera apporté dans des domaines spécifiques comme la santé ou la formation.

de ces pays dans l'Union européenne, un ressort qu'il faut faire jouer pour mettre en œuvre les réformes.

La Suisse a en outre tout intérêt à ce que les Balkans occidentaux retrouvent la stabilité politique et économique. Non seulement la proximité géographique, mais aussi le grand nombre de migrants issus de cette région commandent un engagement prioritaire.

### Jeter des ponts

Fondamentalement, la DDC considère que son engagement dans les Balkans occidentaux consiste à jeter des ponts. Des ponts entre la Suisse et les pays de la région, mais aussi entre les différents pays eux-mêmes, des ponts entre la société civile, les gouvernements et le secteur privé, des ponts entre jeunes et vieux, entre les cultures et les différents groupes ethniques

ainsi qu'entre les nationalités. Pour la DDC, le préalable à l'établissement et au fonctionnement de ces liens réside dans le renforcement de l'Etat de droit et le développement économique. Des actions centrées sur ces deux domaines peuvent considérablement améliorer les conditions de vie de la population. Tous les programmes de la DDC visent à réaliser des expériences modèles en collaboration avec les partenaires locaux. Celles-ci doivent ensuite servir de base pour peser, dans le dialogue politique et le soutien aux réformes nationales, sur les changements ultérieurs des conditions cadres.

### Résultats et succès

Avec ses programmes durables, la DDC a, ces dernières années, amélioré les revenus des groupes de population défavorisés, stimulé le développement social, soutenu la création de places de travail et assuré l'accès à la formation. Concrètement, la promotion des petites et moyennes entreprises a par exemple permis de créer plus de 5000 emplois en Bosnie et Herzégovine. Au Kosovo, sur plus de 200 femmes sans travail, 46 % ont trouvé un emploi durant la seule année 2008 grâce au soutien apporté au secteur de la microfinance. Toujours au Kosovo, la revitalisation de l'horticulture a permis d'accroître la vente de produits sur le marché local. En 2001, les

## Défis et potentiels dans les Balkans occidentaux

### Economie

Le produit intérieur brut atteint 20 à 25 % de la moyenne de l'UE; la répartition régionale du travail telle qu'elle existait avant la guerre a disparu; la production industrielle est faible et le chômage élevé, notamment chez les jeunes.

### Politique

Les institutions politiques sont fragiles et les minorités ne peuvent pas faire valoir leurs droits; la société civile est peu organisée et les gouvernements ne la considèrent pas encore comme un partenaire fiable; les services publics ont grand besoin de réformes.

### Social

La pauvreté est très répandue dans les régions rurales, où l'agriculture de subsistance est la stratégie de survie dominante; les minorités – en particulier les Roms – sont marginalisées sur le triple plan social, économique et politique; les services sociaux sont peu développés.

### Coopération régionale

Différents thèmes – migrations, sécurité, crime organisé, etc. – requièrent des réponses à l'échelle de la région, mais une telle collaboration est encore peu développée.

### Potentiels

- La perspective d'une intégration à l'UE et à l'OTAN est le moteur de la transition et du changement dans les Balkans occidentaux.
- La population des différents pays est prête à appuyer le changement et lance des initiatives propres.
- Les Balkans occidentaux disposent d'un nombre important de jeunes bien formés.
- Les diasporas peuvent faire profiter leurs pays des connaissances et des capitaux acquis à l'étranger.
- La collaboration entre les pays assure des gains économiques et politiques à la région.

### NOMAD – danse contemporaine dans les Balkans occidentaux

La culture joue un rôle important dans les processus de transition, y compris pour les Balkans occidentaux: d'une part comme vecteur de soutien à la démocratisation et à la liberté d'expression, d'autre part comme facteur économique et social non négligeable.

NOMAD est un projet du Programme culturel suisse dans les Balkans occidentaux. Il a pour objectif la création d'un système de formation régional en danse contemporaine. Les danseurs et performeurs contemporains, les théoriciens ainsi que les producteurs sont confrontés à de grands défis dans les Balkans occidentaux. Les possibilités de se former et de se produire y sont peu nombreuses. Pour améliorer la situation, des organisations appartenant au milieu régional de la danse se sont regroupées en réseau ouvert. Soutenu par la DDC, le projet concerne en particulier la Bosnie et Herzégovine, la Macédoine et la Serbie. Les principaux partenaires sont les organisations «Lokomotiva» en Macédoine, «STATION» en Serbie et «Tanzelarija» en BIH. Le projet porte spécifiquement sur la formation.

Pour permettre aux jeunes danseurs et danseuses d'accéder plus facilement à la formation, mais aussi pour leur offrir de meilleures conditions de production, un nouveau modèle de collaboration régionale doit être créé dans le domaine de la danse. Sous l'étiquette NOMAD sont organisés des ateliers avec des experts régionaux et internationaux de même que sont soutenues des productions de danse contemporaine – notamment aussi des coproductions régionales. NOMAD promeut également les activités destinées à mieux faire connaître la danse contemporaine (conférences, banques de données, publications).



marchés du pays ne proposaient par exemple pas encore de fraises produites localement; en 2008, 80 % des fraises provenaient déjà de la région. Dans le secteur de la production laitière aussi, le soutien a induit une croissance annuelle de 7 %. Le succès de la qualification professionnelle est également avéré: en Albanie, 30'000 participants, dont 59 % de femmes, ont pu suivre 21 cours de formation différents dans neuf villes, et plus de la moitié d'entre eux ont trouvé un emploi.

Les résultats sont également encourageants dans le domaine-clé «Etat de droit et de la démocratie». Ainsi, les processus de décentralisation ont par exemple permis de renforcer l'indépendance et la légitimité des autorités locales et d'enraciner les mécanismes de dialogue avec la population. En Macédoine, 780'000 citoyens, soit environ 40 % de la population macédonienne, ont participé à des processus de décision communaux. En Serbie, un projet pilote incluant dans un premier temps sept communes a pu être repris et mis en œuvre dans huit autres communes. Il vise à améliorer les services publics: ont ainsi été ouverts six «one-stop-shops», des guichets uniques communaux facilitant les démarches des citoyens; dans six communes, de nouveaux statuts ont permis aux citoyens de participer à des processus de décision et d'exprimer leur opinion sur la planification stratégique aux niveaux local et régional; la création de trois Agences régionales de développement montre que les bases sont désormais jetées pour la création d'un cadre de collaboration intercommunale.

En 2009, la Suisse a passé en revue ses stratégies nationales dans les cinq pays des Balkans occidentaux. Compte tenu des succès déjà obtenus, les activités dans les domaines de l'Etat de droit et du développement économique y seront encore mieux ciblées.

### Coopération régionale

Pour jeter des ponts entre les différents pays des Balkans occidentaux, la DDC promeut la coopération régionale et contribue ainsi à l'intégration de la région et à la compréhension mutuelle. Elle soutient ici des programmes thématiques spécifiques dans les domaines de la sécurité, de la culture et des sciences.

Seule une coopération policière régionale active et efficace permet de lutter contre la criminalité transnationale. A cet égard, la DDC renforce la collaboration régionale et internationale entre les autorités de poursuite pénale et la police.

L'Etat manque le plus souvent d'argent pour promouvoir la culture à travers des programmes culturels internationaux et interethniques. C'est pourquoi le Programme culturel suisse géré par la fondation Pro Helvetia se concentre sur des projets régionaux impliquant au moins deux pays.

La recherche, fondamentale et appliquée, est une condition essentielle du maintien et du développement d'un important potentiel scientifique dans la région. Aussi la DDC soutient-elle deux programmes de recherche: le «Regional Research Promotion Programme in Social Sciences» (RRPP) vise à créer des réseaux et des capacités de recherche dans les sciences sociales; quant au «Scientific Cooperation Programme between Eastern Europe and Switzerland» (SCOPES), il encourage les partenariats de recherche bilatéraux entre institutions suisses et partenaires dans les Balkans occidentaux. SCOPES est géré par le Fonds national suisse de la recherche scientifique. La DDC soutient en outre le Conseil régional de coopération («Regional Cooperation Council»), structure qui a succédé au Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est et qui favorise la coopération interétatique dans la région.



*Etudiants de l'école  
secondaire d'économie de  
Pristina, Kosovo:  
des perspectives d'emploi  
grâce à une formation  
professionnelle pratique.*

### **Partenariat dans le domaine des migrations**

Dans le domaine des migrations aussi, la collaboration régionale revêt une importance capitale. En raison du chômage élevé qui frappe les pays des Balkans occidentaux, de nombreux jeunes ne voient pas d'autre issue que d'émigrer. Les migrations constituent donc un thème central dans la politique de la Suisse envers la région. Notre pays reconnaît aux deux parties des intérêts migratoires légitimes. Elle se mobilise donc pour un dialogue dans ce domaine et propose depuis 2009, notamment en Bosnie et Herzégovine, en Serbie et au Kosovo, un partenariat formel en matière de migrations. Un tel partenariat comporte, entre autres, des projets qui sont financés par l'Office fédéral des migrations et mis en œuvre par la DDC. Ces projets portent aussi bien sur l'amélioration des conditions de vie de groupes de population particulièrement défavorisés que sur le développement, au niveau des autorités, de compétences en matière de gestion des flux migratoires.

### **Egalité des chances et bonne gouvernance**

Tous les programmes et projets s'inscrivant dans la stratégie de coopération en faveur des Balkans occidentaux portent une attention particulière aux thèmes «Gender» et «Good Governance». L'élimination des inégalités structurelles et des différences de pouvoir entre hommes et femmes est comprise à la fois comme un objectif et une condition du développement. Dans tous ses programmes, la DDC promet

un accès aux ressources et aux prestations de services égal pour tous.

La bonne gouvernance vise à créer un environnement dans lequel la Constitution est appliquée, le respect des droits humains assuré et la séparation des pouvoirs respectée. Les principes fondamentaux de la bonne gouvernance sont la redevabilité, la transparence, le droit à l'information, la non-discrimination et la participation. Ces principes sont pris en compte dans tous les projets et programmes de la DDC.

### **Partenaires de la DDC**

La DDC collabore avec les gouvernements et les organisations de la société civile tout comme avec le secteur privé. La coopération est réalisée avec d'autres donateurs bilatéraux et organisations multilatérales qui disposent de l'expérience nécessaire et visent une approche commune à même de rendre l'aide plus efficace. Les œuvres d'entraide suisses et les institutions spécialisées sont d'importants partenaires de la DDC. Elles contribuent à intégrer dans la coopération tous les points forts de la Suisse.

La DDC et le SECO élaborent pour certains pays des stratégies communes visant à renforcer les synergies entre les différents programmes. La DDC entretient un dialogue permanent et coordonne les activités avec les Divisions politiques I et IV du Département fédéral des affaires étrangères ainsi qu'avec l'Office fédéral des migrations et l'Office fédéral de justice et police.

#### **Impressum**

Direction du développement  
et de la coopération DDC  
Division Balkans occidentaux  
Freiburgstrasse 130  
CH-3003 Berne

#### **Concept, réalisation et graphisme**

Walkwerk GmbH, Zurich  
[www.walkwerk.ch](http://www.walkwerk.ch)

#### **Photos DDC**

Cette publication est également  
disponible sur Internet à l'adresse  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)  
Novembre 2009

## **La DDC**

La Direction du développement et de la coopération (DDC) est l'organe du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) en charge de la coopération internationale. Lui incombent la coordination de la coopération au développement et de la coopération avec l'Europe de l'Est avec d'autres offices de la Confédération, ainsi que l'Aide humanitaire de la Suisse. La DDC s'acquitte de sa tâche avec le concours de quelque 600 collaborateurs et collaboratrices travaillant en Suisse et à l'étranger et dispose pour ce faire

d'un budget annuel de 1,5 milliard de francs (2009). Outre la réalisation de ses propres projets, la DDC apporte son soutien à des programmes mis en œuvre par des organisations multilatérales et cofinance des projets menés par des œuvres d'entraide – suisses et internationales – dans les domaines de la coopération bilatérale et multilatérale au développement, de l'aide humanitaire et de la coopération avec l'Europe de l'Est.

Pour en savoir plus: [www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch).